

Données pour la journée du patrimoine : aqueduc Saint-Clément

Espace.

Tracé : depuis Saint-Clément-de-Rivière (sources de Saint-Clément et du Boulidou, puis source du Lez) jusqu'à Montpellier (Château d'eau du Peyrou) via Montferrier-sur-Lez.

Distance : Environ 14km depuis les sources de St-Clément jusqu'au Peyrou, 5km de plus depuis la source du Lez.

Dénivellé : 4 mètres soit une pente d'environ 0,3 pour mille. Réservoir Saint-Clément : 9 mètres au-dessus du château d'eau du Peyrou. Réservoir de distribution du Peyrou : 2m60 au dessus du seuil de la porte du Peyrou. Il y a donc 6m60 entre le réservoir de la source et celui de distribution.

Nb : StClément est à une altitude de 61m. et l'esplanade du Peyrou à 51m.

Citations :

- «Essai historique et descriptif de Montpellier», par Eugène Thomas (Castel, 1836) :

Depuis la source, à St-Clément, jusqu'au Peyrou, l'aqueduc parcourt donc un espace de 13,904 mètres ; 10,384 mètres sont bâtis en moellons, et 3,520 en pierre de taille. Dans la même étendue, la rigole parcourt 8,772 mètres au-dessous du niveau du sol, 4,252 mètres au-dessus de ce niveau ; une partie est supportée par des arceaux de diverses hauteurs, selon la profondeur des ravins et torrens que l'aqueduc doit traverser. 800 m, depuis le réservoir au des

...

Le réservoir d'origine, établi à la hauteur de la petite source de Saint-Clément, qui est la plus basse, et dans lequel se réunissent les eaux de la grande source, est fixé à 9^m 36 de pente.

Pitot prescrivit d'établir des lignes parfaitement de niveau de 94^m en 94^m, en mettant le niveau à chaque station, et baissant de 27 mil. à chacune.

Il fixa la pente de l'aqueduc à 289 mil. par 1,000 mètres, ce qui donne une pente totale de 4^m 023 sur 13,904^m de longueur, et la hauteur de distribution étant de 26^d au-dessus du seuil de la porte du Peyrou, la pente totale du réservoir d'origine à celui de distribution est fixée à 6^m 760, avec une économie de 2^m 743, qui fut abandonnée aux besoins de l'entrepreneur.



Temps

Conduite : Réalisée de 1753 à 1765.

Château d'eau du Peyrou et raccordement : 1772

Prolongement de Saint-Clément aux sources du Lez : vers 1860

Fin d'exploitation de l'aqueduc : 1983

Citation : Michel Desbordes, Professeur à Polytech'Montpellier. Extrait d'une conférence donnée à Nîmes il y a une trentaine(?) d'années :

- Un projet ingénieux vit le jour en 1267 pour conduire, à Montpellier, les eaux des sources de Saint Clément (alimentant la Lironde, autre affluent du Lez), situées à une dizaine de kilomètres au nord-est de la ville, et réputées d'excellente qualité. Cependant, les difficultés rencontrées pour définir et financer les ouvrages ou indemniser les propriétaires concernés par leurs tracés ainsi que les usagers des eaux, mirent provisoirement un terme au projet.

(...)

En 1317, le Roi de France Philippe V incita les Consuls de la ville à reprendre la réflexion. Mais, là encore, des difficultés diverses s'y opposèrent. Pourtant, en 1399, un artisan du nom de Pierre Gérard tenta, sans y parvenir, de procéder aux levés topographiques

nécessaires au tracé de l'aqueduc. De même, en 1410, un certain Estève Salvador, de Narbonne, reprit ce travail à son tour, mais sans suite...

Le 18 juin 1456, le Roi Charles VII autorisa les Consuls à lever un impôt pendant 10 ans, dont une partie devait être employée à la réalisation de l'ouvrage, à la condition « qu'il soit trouvé le moins dommageable au peuple et du consentement de la majeure partie d'icelui »... (Franck 1982). Sans doute cette condition ne fût-elle pas remplie car le projet demeura en sommeil pendant plus de deux cents ans...

(...)

Le projet de transfert des eaux de Saint Clément réapparaîtra en 1673 lorsque le Conseil de la ville demanda à un certain Pascal de Marseille de le reprendre. Le 28 février 1686, les consuls prirent la délibération de faire dresser un devis pour le transfert des eaux de Saint Clément (Archives municipales, 1985). Mais l'approche la plus sérieuse fut le fruit de l'ingénieur de Clapiès, de la Faculté Royale des Sciences de Montpellier, qui démontra, en 1712, la faisabilité du projet. Au demeurant, selon Charles d'Aigrefeuille, il se heurtait à l'endettement de la ville, engagée, en outre, dans la réalisation de la Place Royale du Peyrou, et à l'hostilité des propriétaires de moulins du Lez et de terres irriguées dans la plaine de Lattes qui craignaient que ce détournement d'eau ne nuise, en été, à leurs entreprises. Les crédits nécessaires à la réalisation de l'ouvrage furent cependant votés en 1742 (Nougaret, 2005).

Enfin, en 1751, le Maréchal de Richelieu chargea Henri Pitot, Directeur des Travaux Publics du Languedoc depuis 1740, de « travailler au projet désiré depuis longtemps de conduire la fontaine de Saint Clément dans la ville de Montpellier pour y établir plusieurs fontaines publiques dont elle a un extrême besoin ». Pitot s'écarta un peu du projet de l'ingénieur de Clapiès dont le parcours était compliqué, et le compléta. Son mémoire fut approuvé par les Consuls le 12 décembre 1751, puis par le Roi le 11 avril 1752 (Ville de Montpellier 2006).

Quelques chiffres

Débit de l'aqueduc initial : autour de 25 litres par seconde. Sur la base d'une consommation de 20 litres par jour et par habitant, permet de satisfaire les besoins de 100 000 habitants!

Débit constaté vers 1850 : 9 à 18 litres par seconde (entartrage des conduites, fuites, prélèvements divers en cours de route, etc.

Débit de l'aqueduc au 20ème siècle : autour de 250 litres par seconde.

Ouvrages

Bornes. En pierre, frappées des armes de la ville, jalonnent le parcours à raison d'une borne tous les 50m. environ (25 toises), placées de chaque côté en alternance et numérotées à partir de la source (numéros pairs à droite, impairs à gauche). Plusieurs de ces bornes sont encore en place, d'autres ont été déplacées, d'autres enfin ont disparu ou ... sont incluses dans les propriétés des riverains.



Regards. Edifices couverts, carrés d'1,6 m de côté, pourvus d'une porte en pierre à fermeture de bois et gonds scellés en plomb ils sont répartis de 100 toises en 100 toises (200 m en 200 m) environ (sur le terrain ce n'est pas aussi mathématique). Leur rôle est de surveiller la rigole. Ils sont numérotés, eux aussi, mais depuis le Peyrou vers la source (en sens contraire des bornes, donc!)

Déversoirs ou reversoirs. Ce sont des mécanismes de régulation permettant d'évacuer un trop-plein d'eau ou, probablement, d'alimenter des prises d'eau le long du parcours. Ils sont matérialisés par

des ouvertures de trop-plein (comme à la Grand'Font) ou des vannes, à ouverture manuelle ou murales à vis. Ils sont toujours à proximité d'un fossé ou d'un ruisseau, et parfois il y a un petit bassin maçonné en demi-cercle.

Cheminées d'aération. Probablement les édifices assez haut que l'on voit sur l'aqueduc, avec des ouvertures dans le haut. Destinés à éliminer la surpression de l'air due aux tronçons où la hauteur du conduit diminue (lorsque la conduite passe en-dessous des cours d'eau qu'elle croise, le Verdanson par exemple). C'est notre hypothèse, elle reste à vérifier.

Dalles. Elles constituent la voute supérieure de l'ouvrage, on les voit lorsque celui-ci est en surélévation ou au niveau du sol. On peut marcher dessus. Chaque dalle pèserait 200kg. Comme le reste de l'ouvrage, elles sont en pierre de Saint-Jean-de-Védas, de Pignan ou de Saint-Genies.

Acteurs du projet

Henri Pitot (Aramon 1695, Aramon 1771). Directeur des Travaux Publics du Languedoc, depuis 1740. C'est lui qui conçoit le projet. Pour le tracé il reprend les études qui avaient été faites par Clapiès, en 1712, mais en le modifiant un peu afin de raccourcir certains tronçons qui faisaient de grands détours. Son projet est approuvé par les Consuls de Montpellier en 1751, puis par le roi en 1752. Mais il n'en verra pas la fin puisque, si l'eau coule effectivement au Peyrou en 1765, il faudra attendre 1772 (un an après sa mort) pour que le château d'eau du Peyrou soit définitivement raccordé à l'aqueduc.

Jaques Nogaret est l'architecte, notamment du pont-aqueduc de Montferrier, au dessus de la Lironde (il a aussi réalisé, avec Jean-Antoine Giral, la chapelle Saint-Charles)

Jean-Antoine Giral (Montpellier 1700 ou 1713?-1787). Le plus connu d'une dynastie d'architectes et entrepreneurs montpelliérains : Antoine Giral (1638?-1721, plusieurs hôtels de Montpellier, encorbellements Pont du Gard); ses fils Jean (1679-1755 : châteaux de la Mosson et de la Mogère, et divers hôtels), Jacques (1684-1749), Etienne (1689-1763 : château de Lavérune, première promenade du Peyrou). Jean-Antoine est le fils d'Etienne. Il réalise la place royale, le château d'eau et les arches, mais aussi le château d'Assas, les jardins du château d'O, etc.

Les personnages

Dans cette histoire, trois personnages sont étroitement imbriqués : Jean-Antoine Duvidal, Marquis de Montferrier; Jean-Antoine Cambacères; Jean Emmanuel de Guignard, vicomte de Saint Priest

Jean-Antoine Duvidal (1700-1786), Marquis de Montferrier, Syndic Général du Languedoc, mais également Directeur de la Société Royale des Sciences de Montpellier (dont Pitot fut membre dès son arrivée, en 1742). Le projet de Pitot n'aurait sûrement pas abouti sans le concours de Jean-Antoine Duvidal. Ce personnage « éclairé », au sens du XVIIIème siècle, fit en effet don à la ville de l'une des sources qui devait alimenter cette dernière : le « Bouldou » (nom donné dans la région aux résurgences pérennes ou non d'origine karstique). Il autorisa, de même, le passage de l'aqueduc sur ses terres et suivit de près sa réalisation. Ainsi, pour ses services rendus à la collectivité, reçut-il, en 1775, une concession d'eau gratuite et perpétuelle pour son hôtel de la rue de l'Aiguillerie, à Montpellier, concession qui ne fut pas supprimée sous la Révolution (Frank, 1982).

Par ailleurs, il menait grand train à l'époque du "Siècle des Lumières". Entre ses attaches dans la région et Paris, sa vie fut mouvementée. Il était ami avec [Joseph Bonnier](#), Baron de la Mosson. Ils fréquentent Charles Radcliffe, Comte Derwinwater, fondateur d'une loge de francs-maçons et de ce fait fondent une loge à Montpellier qui recruta Jacques Cambacères (1680-1752), son futur beau-frère. En effet sa soeur, Elisabeth de Montferrier, épousa en 1714 Jacques de Cambacères, conseiller

à la cour des comptes. Ils eurent un fils Jean Antoine de Cambacérés.

Jean-Antoine de Cambacérés ((Montpellier 1715 - Bedarrides 1801) Neveu du marquis de Montferrier, c'est sur sa recommandation qu'il accède, en mars 1753, à la charge de maire de Montpellier. Il combat les abus et taille dans les dépenses communales. Incorruptible, il mène une vie très modeste. Son intransigeance et son mauvais caractère lui créent de nombreuses inimitiés et il est destitué en 1756, mais sa gestion rigoureuse fait qu'il est rappelé par Louis XVI dès 1757. Sous son portrait officiel, peint en 1765 et conservé aux archives municipales, on lit : *«Par ses soins les ouvrages de la conduite des sources de Saint-Clément et du Bouldou sur la place royale du Peyrou ont été faits (...)*».

Lors de son deuxième mandat, il découvre que l'Intendant du Languedoc, le comte de Saint-Priest, détourne l'eau potable de la ville (de l'aqueduc) pour irriguer son domaine. Fidèle à lui-même, il attaque Saint-Priest, mais celui-ci obtient son renvoi définitif en 1778. Après sa disgrâce, il use de sa prérogative de conseiller à la Cour des Comptes pour contrôler de façon systématique les comptes de l'Intendant du Languedoc et du nouveau maire de Montpellier.

Il a deux enfants, l'un d'entre eux n'est autre que le fameux Jean-Jacques Régis de Cambacérés, qui deviendra Archi-Chancelier de l'Empire, duc de Parme (et sera - croit-on savoir - beaucoup moins «intègre» que son père ...)

Jean Emmanuel de Guignard, vicomte de Saint Priest (Paris 1714-Montpellier 1785)

Issu d'une famille noble, le vicomte de Saint-Priest hérite d'abord de diverses charges : conseiller au parlement de Grenoble, maître des requêtes de l'hôtel du Roi (1745), intendant de la province du Languedoc (1751). Il s'installe donc à Montpellier, acquiert la seigneurie de Puech-Villa, qui devient le Château d'Eaux (actuellement Domaine d'O), dont il fait achever les réalisations hydrauliques (notamment le grand bassin). N'ayant pu s'opposer au passage de l'aqueduc dans son domaine, il prétend que cet ouvrage avait tari les sources qui alimentaient ses « jeux d'eau ». Après de nombreux procès, il obtint, en 1785, une prise d'eau sur l'ouvrage d'environ 70 m³ par jour. C'est ce privilège qui fut combattu par Cambacérés, et qui valut à ce dernier d'être destitué. Toutefois, en 1791, Cambacérés fit annuler cette prise, qui fut rétablie en 1822 pour être définitivement supprimée en 1834, alors que le domaine était la propriété de Monseigneur l'Evêque de Montpellier.

(Ref. : Pierre Vialles : l'ArchiChancelier Cambacérés (1753-1824), librairie académique Perrin et Cie, Paris 1908)

La suite de l'histoire

(d'après Nicole Heintz, écrit dans le blog du collectif Aqueduc Saint-Clément)

Les années passent ; la ville croît, l'eau est parfois à peine suffisante et surtout l'entretien de ces 13,9 km est très onéreux.

Aussi en 1792, la Commune demande un rapport sur l'utilisation de l'eau et les moyens d'en tirer profit. (...) Point décisif : La Commune a acquis le sol de la source et celui où passe l'aqueduc ; elle est donc seule propriétaire des eaux. Environ la moitié alimente les fontaines publiques, l'autre moitié peut être cédée aux 98 particuliers recensés, pas "vendue, mais affermée, sous la réserve de la reprendre si l'utilité publique venait jamais à l'exiger", précise le rapport. On est en République : taxer ces prises suivant la contribution foncière est déclaré injuste : "la valeur des maisons est différente suivant les quartiers tandis que la valeur de l'eau est égale partout". L'estimation sera individuelle, payée, en rente annuelle révisable tous les trois ans. Toutes les prises d'eau publiques ou particulières seront munies de robinet avec un bouton-poussoir. Des commissaires inspecteront quatre fois par an toutes les installations et vérifieront que "la terre qui recouvre l'aqueduc... n'est point labourée et ensemencée par les voisins" (!).

En 1805, le Préfet du département de l'Hérault publie un arrêté, faisant état de "dégradations très alarmantes de l'aqueduc, provenant d'une longue négligence dans les travaux d'entretien" et intime

au Maire de Montpellier de convoquer dans les trois jours "le Conseil Municipal... à l'effet de délibérer sur les meilleurs moyens à employer pour la conservation et la restauration du dit-aqueduc". (...) Il n'est pas précisé à quoi a servi l'argent versé par les particuliers pour leur prise d'eau depuis 13 ans...

En 1832, sous Louis-Philippe, un événement inattendu se produit : une épidémie de choléra qui fait 18 000 morts à Paris. Il est temps de s'inquiéter de la qualité de l'eau et de l'état des installations : "quand il pleut, des infiltrations bourbeuses qui gâtent l'eau, engorgent les conduites et altèrent la santé des citoyens". Un compte rendu est publié sur le débit de la fontaine Saint-Clément : "La population de Montpellier, y compris Celleneuve, est à peu près de 36 000 âmes. Chacun peut disposer de 35 l/jour", avec les puits personnels environ 50 à 60 l/jour : quantité des besoins normaux des habitants (de nos jours, environ 10 fois plus) ; mais une partie des eaux est détournée pour l'irrigation des jardins ou livrée à quelques établissements industriels (...). Un nouvel épisode de choléra, mais qui se développe dans le Midi, survient en 1835 et va probablement alerter plus sérieusement les édiles et précipiter le cours de leurs préoccupations sur la qualité de l'eau distribuée dans la ville.

Dès 1834, un concours est "ouvert pour une nouvelle distribution des eaux de Saint-Clément". Ce n'est qu'en mai 1837 qu'une commission "chargée d'apprécier le mérite des projets" se réunit, présidée par M. Parlier, premier adjoint. M. Lenthéric, professeur à la Faculté des Sciences, est désigné comme secrétaire. (...) Ils ont trois projets à examiner qui doivent exposer l'état de la source, celui de l'aqueduc, celui de la pureté de l'eau et une distribution améliorée dans la ville. (...) Le rapport de la commission comprend 50 pages, en 6 chapitres très détaillés et des conclusions.

(...) Les auteurs s'accordent sur les dégradations de l'aqueduc: des racines d'arbustes et de ronces "pénètrent dans l'intérieur, [...] rendant les eaux troubles", des propriétaires ont déplacé la clôture de leur jardin au-dessus de l'aqueduc, un "creux à fumier" a même été installé dessus, "le passage habituel des personnes au-dessus de l'aqueduc a usé en partie les couvertes". La rigole (= conduite) est rétrécie par des dépôts calcaires. Il faut donc nettoyer, réparer, désengorger et même élargir la rigole "en la portant à 40 cm".(...) Pour l'augmentation de l'approvisionnement en eau, la Commission propose diverses sources, dont celle du Lez qui est à 3,615 m au-dessus du bassin de Saint-Clément et permettrait de doubler la quantité d'eau que reçoit la ville. Il y a donc presque 170 ans que des "experts" ont lorgné du côté du Lez pour l'eau de nos robinets; nous savons ce qu'il en est advenu.

Vers 1860, le prolongement vers les sources du Lez est effectivement réalisé.

Vers 1930, une nouvelle conduite entièrement souterraine, appelée «la Mille», est réalisée depuis la source du Lez jusqu'à Montpellier, selon le bulletin municipal de Montferrier de mai 2012. Elle double l'aqueduc, qui restera opérationnel jusqu'en 1983.

Simultanément, le captage du Lez a été renforcé par une installation moderne, qui conduit l'eau à jusqu'à l'usine de traitement François-Arago route de Mende, à Montpellier, après être passée par le réservoir de Montmaur (24000m³).

Merci à Madame Lucette Davy, professeur à l'Université de Montpellier 3, pour avoir partagé ses nombreuses connaissances sur l'aqueduc Saint-Clément, notamment à travers la monographie qu'elle a écrite.